

19/09/2006 |

Alphabétisation

Par alphabétisation on entend aussi bien l'enseignement de la lecture et de l'écriture que son résultat (taux d'alphabétisation). Quoique encore mal connue, l'histoire de l'alphabétisation en Suisse est un thème d'actualité, lié à la question de savoir si l'[Instruction publique](#) remplit les tâches d'acculturation et de socialisation qui lui incombent, à l'heure où certains s'inquiètent d'un illettrisme croissant.

1 - L'alphabétisation du Moyen Age au début du XX^e siècle

L'alphabétisation suit les progrès de la [civilisation de l' Ecrit](#). Durant des siècles, savoir lire fut le privilège presque exclusif des ecclésiastiques: au Moyen Age, les écoles capitulaires et conventuelles leur étaient destinées. Pour la plus grande partie de la population, il n'était pas utile de savoir lire, car les connaissances se transmettaient non par des textes, mais par le biais d'objets, de pratiques à imiter et de normes à respecter. Mais à la fin du Moyen Age, dans plusieurs régions, des chapitres (Sion ou Genève), des abbayes (Saint-Maurice) ou des curés (campagne genevoise) fondèrent les premières écoles. Ailleurs, par exemple dans les villes et villages du diocèse de Lausanne, les écoles furent dès le XIV^e s. l'affaire des communautés. Ces écoles élémentaires urbaines ou rurales, appelées "écoles allemandes" en Suisse alémanique, de même que les écoles latines ([Ecole secondaire supérieure](#)) apparues dans les villes à la même époque marquèrent les débuts de l'alphabétisation.

Une conséquence de la production massive de textes imprimés au cours du XVI^e s. fut de porter, en Europe, la proportion des lecteurs à 20% de la population adulte. Les Eglises soutenaient cette évolution. Outre l'accès à la Bible (dans les régions réformées), aux psaumes et au catéchisme, l'alphabétisation était en effet utile à la diffusion de la doctrine chrétienne, à la compréhension des textes de morale, au développement de la culture du peuple et à son éducation. En Suisse italienne particulièrement, la Contre-Réforme encouragea l'alphabétisation du simple fait que Charles Borromée et ses successeurs s'employèrent à diffuser le catéchisme dans les paroisses des diocèses de Milan et Côme. Le mouvement durable et massif d'émigration (métiers du bâtiment, du commerce et des services) créa au Tessin un besoin précoce d'instruction. Dans les bailliages transalpins, une quarantaine d'écoles sont attestées au XVI^e s. et deux tiers des communes au moins avaient des classes à la fin du XVIII^e s. De niveau et d'organisation disparates, fondées grâce à des legs d'émigrés ou à l'initiative des communes, gratuites ou payantes, ouvertes en général seulement aux garçons, fils de communiers (*vicini*), elles apprenaient à lire, estime-t-on, à 30% de la population. Paradoxalement, quelques régions alpines étaient donc en avance sur le Plateau.

Dans la campagne zurichoise, la population masculine était alphabétisée à 30-35% vers 1650, à 40% vers 1700 et à 80% vers 1780. Les efforts de l'Eglise réformée et de ses rivaux piétistes avaient favorisé la maîtrise de la lecture, celle de l'écriture restant plus rare. Mais l'une et l'autre se répandirent rapidement au XVIII^e s., à des rythmes différents selon les régions et selon le sexe; les écoles de plus en plus nombreuses à la campagne n'y sont pas étrangères, même si elles ne fonctionnaient d'abord qu'en hiver. Les foyers de la campagne zurichoise possédaient bien plus de livres au XVIII^e s. qu'au XVII^e s. (ce phénomène avait débuté en ville et dans les communes du lac, où il est perceptible au début du XVIII^e s.). Les retours en arrière, dus notamment aux résistances à la scolarisation, furent rares. Aux XVII^e-XVIII^e s., en territoire neuchâtelais, comme vraisemblablement en d'autres lieux, l'autodidaxie dans le cercle familial joua un rôle important. Presque tous les foyers possédaient des livres (Bible, psautier, almanachs, etc.), dont le déchiffrement, souvent sous la direction maternelle, favorisait l'apprentissage de la lecture. A 16 ans, la quasi-totalité des

jeunes ouvriers des indiennes savaient lire. L'écriture s'acquerrait aussi à la maison, en recopiant d'abord des lettres, des phrases, puis des textes. En ville de Genève, à la fin du XVIII^e s., 92% des nouveaux époux (même dans les classes populaires) signaient l'acte de mariage de leur nom. Autre exemple, Vallorbe en 1814, où la capacité de signer est aussi répandue. Il est possible que certains aient su signer mais non écrire, mais la lecture et l'écriture devaient être répandues depuis assez longtemps dans la population urbaine genevoise, de même qu'elles étaient maîtrisées par environ 90% des Lausannois à la fin de l'Ancien Régime, selon les estimations. Dans la campagne genevoise, le taux d'alphabétisation variait, vers 1816, entre 75% dans l'ancien territoire cantonal et un chiffre beaucoup plus bas dans les communes cédées par la Savoie et la France en 1815-1816.

Il serait faux de croire qu'au XVIII^e s. un analphabète manquait d'informations. Les textes, même littéraires, se diffusaient oralement en de multiples occasions: sermons, catéchisme, foires, chansons de rue, contes à la veillée, lectures publiques et privées. Cependant, l'alphabétisation créa un public de lecteurs et contribua ainsi à démocratiser la société et à émanciper les individus aux XVII^e et XVIII^e s. ([Lumières](#)). Face à cette évolution, les autorités introduisirent la censure des livres et de la presse, afin de garder la population sous tutelle. La question de l'utilité de la lecture dans le labeur quotidien des paysans souleva un débat nourri. Des témoins ont relevé, outre les cas nombreux de personnes qui avaient appris à lire toutes seules, l'attrait exercé par la littérature et les craintes qu'inspiraient aux autorités leurs sujets alphabétisés. Il y eut des mises en garde contre le [Livre](#) et contre la lecture, que certains obscurantistes accusaient de "ramollir la moelle épinière" et d'inciter à la paresse. Dans les *Ephemeriden der Menschenwelt* (1776), Albert de Haller fait l'éloge de son honnête fermier de Goumoens-le-Jux, qui ne lit "ni poèmes ni romans", et l'oppose à Kleinjogg, le paysan lettré, le *Socrate rustique* de Hans Caspar Hirzel.

Au XIX^e s., l'écrit d'une part, toujours plus répandu grâce à la presse, aux sociétés de lecture et aux bibliothèques, d'autre part l'[Ecole primaire](#) (l'instruction publique obligatoire est inscrite dans la Constitution fédérale de 1848) stimulèrent l'alphabétisation: son taux passa de 30% à 90% entre 1830 et 1890, gagnant 10% par décennie en effaçant les disparités régionales et celles dues au sexe ou à la confession. Au Tessin, par exemple, la scolarisation systématique fit reculer rapidement l'analphabétisme, surtout à partir des années 1840. Entre 1855 et 1865, seuls 10% des hommes et 35% des femmes signent encore leur acte de mariage d'une simple croix. Une analyse par classes d'âge montre en outre que la maîtrise de la lecture et de l'écriture s'accrut régulièrement chez les hommes entre 1820 et 1849, et irrégulièrement chez les femmes. Vers 1850, le futur conseiller fédéral Stefano Franscini estimait, peut-être avec un optimisme excessif, qu'en Suisse presque tout le monde savait lire, écrire et compter.

Les examens cantonaux des recrues, introduits en 1832 à Soleure, puis dans la plupart des cantons avant 1854, renseignent sur l'alphabétisation au XIX^e s. Ainsi 10% des recrues lucernoises ne savent pas écrire en 1861, 10% le savent à peine. En 1864, 20% des examinés ont des capacités nulles ou très faibles en lecture et 30% en écriture. En conséquence, plusieurs cantons ouvrirent des classes dans les casernes; dans le canton d'Argovie par exemple, 19% des conscrits les fréquentaient en 1863 et 8,4% en 1873. Les examens cantonaux des recrues, organisés et interprétés de manière très dissemblable ici ou là (Appenzell Rhodes-Intérieures annonce 60% d'"analphabètes", Genève 2%), se prêtent mal aux comparaisons. Ils firent place dès 1875 à des examens fédéraux, dont les résultats pour le taux d'alphabétisation mettent en tête des cantons fortement urbanisés (Bâle, Genève, Zurich), en queue des cantons ruraux (Appenzell Rhodes-Intérieures, Valais, Uri); en outre, les cantons protestants tendent à l'emporter sur les catholiques et les libéraux sur les conservateurs. Selon les examens de 1879, il y avait 1,6% d'analphabètes parmi les jeunes gens aptes au service; en diminution régulière, ce taux était de 0,04% en 1913. A titre de comparaison, on estime qu'en Europe centrale, 25% de la population savait lire vers 1800, 40% vers 1830, 75% vers 1870 et 90% vers 1900.

Le taux d'alphabétisation connut une ultime hausse à la fin du XIX^e s., grâce à une fréquentation plus

régulière de l'école primaire, mieux organisée et confiée à des **Instituteurs** mieux formés. Tandis que l'industrialisation exigeait des travailleurs qualifiés et que régnait un esprit de concurrence entre nations, la justification religieuse de l'alphabétisation fit place à des motifs politiques et économiques: le citoyen du XIX^e s. devait participer à la vie politique; il devait savoir lire et écrire pour intervenir dans les débats et prendre des décisions en connaissance de cause. Pourtant, dans les basses classes et à la campagne, l'alphabétisation se heurta à toute une série d'obstacles qui la ralentirent: conditions d'existence précaires, forte natalité, refus de nombreux paysans d'envoyer leurs enfants à l'école, incompétence de certains maîtres. La pauvreté et le manque de loisirs limitaient les possibilités de lecture, même pour ceux qui avaient appris à lire.

A la fin du XIX^e s., des pédiatres découvrirent les causes physiologiques de certains troubles de la lecture ou de l'écriture: faiblesses négligées de la vue ou de l'ouïe, infirmités motrices, dommages cérébraux non traités, qui ralentissent ou empêchent les apprentissages scolaires. Le traitement de ces difficultés (dyslexie), qui peuvent aussi avoir des causes psychologiques ou sociales, est le domaine d'une branche de la pédagogie curative, la logopédie, qui est devenue au XX^e s. une science et un métier.

De manière générale, les variables suivantes ont influé positivement sur l'alphabétisation du XVI^e au XIX^e s.: la richesse des communes et les dépenses consenties pour l'école, la qualité du réseau scolaire, l'assiduité des élèves, l'homogénéité linguistique régionale, une forte densité démographique, une urbanisation élevée, la prépondérance politique des élites urbaines.

Auteur(e): Hans-Ulrich Grunder / PM

2 - L'illettrisme récent

L'illettrisme (incapacité de lire, en le comprenant, un texte simple et bref en rapport avec la vie quotidienne, selon l'Unesco) frappe dans les sociétés occidentales des gens qui sont allés en classe. La découverte de ce phénomène a montré que l'école n'assurait pas une alphabétisation automatique. La place que prennent les médias audio-visuels dans les sociétés postindustrielles à la fin du XX^e s. fait craindre aux pessimistes que la capacité de lire et d'écrire ne recule, surtout chez les jeunes, qui pourraient en venir à préférer l'image à l'écrit.

D'après l'ONU, l'illettrisme touchait en 1989 environ 5% de la population des pays industriels occidentaux. A l'occasion de l'Année internationale de l'alphabétisation (1990), l'Unesco estima à 30 000 le nombre des illettrés en Suisse, chiffre certainement très inférieur à la réalité. En 1995, selon une étude de l'OCDE, 13 à 19% des adultes en Suisse n'avaient pas une maîtrise suffisante de la lecture, de l'écriture et du calcul pour affronter les exigences du monde du travail et de la vie quotidienne. L'association Lire et écrire (antennes alémanique, romande et tessinoise fondées respectivement en 1985, 1988 et 1994) s'efforce de réduire ce chiffre trop élevé. Grâce à quelques subventions et grâce surtout au bénévolat, elle organise des cours et tente d'attirer l'attention du public et de l'administration sur le problème. Comme elle le constatait en 1996, de nombreux participants à ses cours souffraient d'une forme d'exclusion économique, sociale et culturelle.

Références bibliographiques

Bibliographie

- R. Girod, «Le recul de l'analphabétisme dans la région de Genève de la fin du XVIII^e au milieu du XIX^e siècle», in *Mélanges d'hist. économique et sociale en hommage au professeur Antony Babel*, 2, 1963, 179-189
- R. Schenda, *Volk ohne Buch*, 1970 (³1988)
- R. Ruffieux, *Du noir et blanc au rouge et blanc*, 1975, 77-86
- F. Furet, J. Ozouf, dir., *Lire et écrire*, 2 vol., 1977-1978
- M.-L. von Wartburg-Ambühl, *Alphabetisierung und Lektüre*, 1981

- B. Andenmatten et al., *Ecoles et vie intellectuelle à Lausanne au Moyen Age*, 1987
- H.W. Giese, B. Gläss, éd., *Alphabetisierung und Elementarbildung in Europa*, 1989
- H.W. Giese, *Analphabetismus, Alphabetisierung, Schriftkultur*, 1991 (avec bibliogr.)
- R. Ceschi, «La scuola per formare il cittadino», in *Tra Lombardia e Ticino*, éd. R. Ceschi, G. Vigo, 1995, 135-159
- P. Caspard, «Pourquoi on a envie d'apprendre?», in *Hist. de l'éducation*, 70, mai 1996, 65-110
- W. Lustenberger, *Pädagogische Rekrutenprüfungen*, 1996
- I. Cappelli, C. Manzoni, *Dalla canonica all'aula*, 1997

Auteur(e): Hans-Ulrich Grunder / PM